

renforcer les règles de discipline régissant l'application de mesures non tarifaires, de faciliter l'adaptation des industries qui sont menacées à l'échelle internationale et d'obtenir des nouveaux pays industriels et des pays en développement qu'ils s'engagent à respecter les obligations commerciales multilatérales.

Nouvelle orientation des échanges canado-nipons

« Nous tenons à nos relations commerciales avec le Japon et sommes déterminés à conserver notre place sur ce marché. » C'est ce que déclarait M. Kelleher lors d'un discours qu'il adressait à Tokyo aux gens d'affaires et aux membres de la Chambre de commerce du Canada au Japon.

Selon lui, le principal moyen de conserver nos débouchés actuels au Japon consiste à accroître notre compétitivité internationale. Le gouvernement veillera à mettre en œuvre deux initiatives parallèles pour améliorer la position concurrentielle du Canada sur les marchés mondiaux.

Premièrement, la restructuration des industries canadiennes constituant le secteur primaire, plus particulièrement celles des pêches, des forêts et des mines, sera facilitée afin de diminuer les coûts de production dans toute la mesure du possible. Deuxièmement, les efforts de perfectionnement des ressources humaines seront multipliés. À cette fin, des politiques en matière de formation et de technologie seront adoptées pour amener le secteur privé à investir davantage dans la recherche et le développement, à soutenir l'essor de la technologie canadienne et l'adaptation de techniques étrangères, et pour faciliter la diffusion et l'application de cette technologie.

Nos exportations de richesses naturelles au Japon : charbon, cuivre, produits du bois et autres produits de base, ont joué un rôle majeur dans le développement de l'économie canadienne. Aussi le gouvernement partage-t-il le vif intérêt des fournisseurs canadiens pour le marché japonais.

De plus, l'augmentation de l'ensemble de ces exportations l'an dernier — et, avant tout, des produits finis (14 %) — encourage les Canadiens à s'intéresser de très près aux nouveaux débouchés commerciaux, plus particulièrement dans les secteurs où l'accroissement des exportations est soutenu (entre autres, ceux des produits alimentaires, des matériaux de construction et des produits chimiques).

L'importance que le Canada accorde actuellement au développement d'industries de haute technicité donne une indication de son intention de s'orienter vers de nouveaux marchés japonais. À long terme,

cette orientation ouvrira au pays des horizons commerciaux pour l'exportation de ressources transformées et la concentration du traitement des ressources à forte consommation d'énergie.

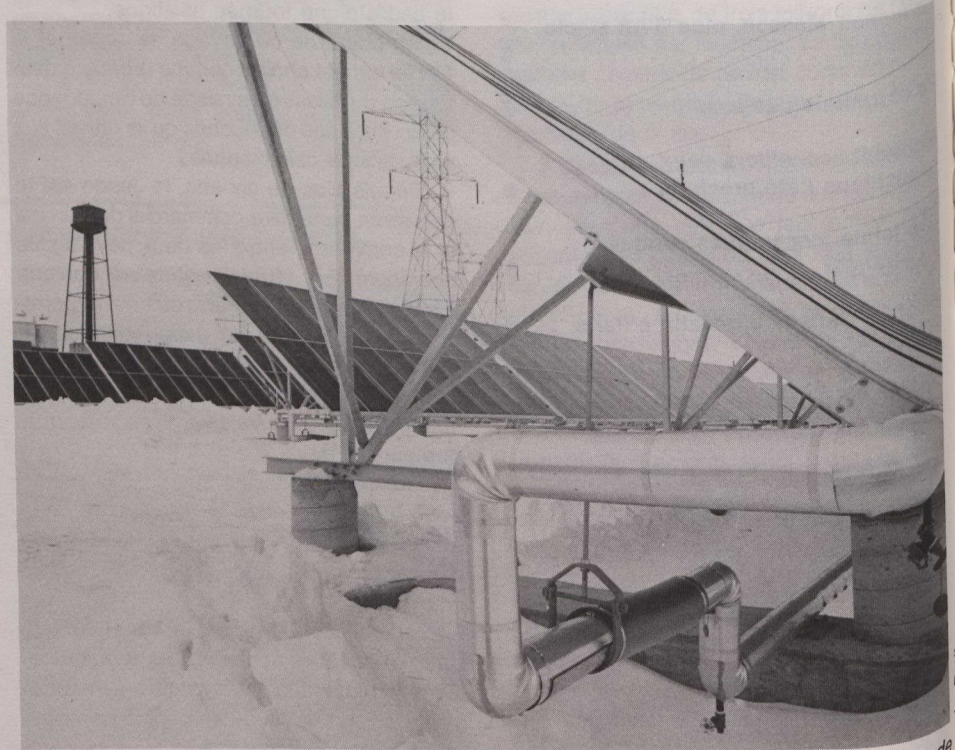
Le Canada s'y prépare en investissant des sommes considérables dans sa capacité de transformation et son infrastructure de distribution. De plus, son secteur secondaire est très solide et son potentiel industriel ne fait aucun doute dans les domaines des télécommunications et des satellites de diffusion où il occupe le premier rang.

Le secteur des finances et de l'investissement constitue un autre débouché prometteur, si l'on considère les sources importantes de nouveaux capitaux japonais. L'an dernier, les sorties de capitaux à long terme ont totalisé 17,7 milliards de dollars. Le Canada a accueilli de nombreux investissements indirects. Fort de cette confiance manifestée à son endroit, il doit chercher à inciter les Japonais à effectuer plus d'investissements directs dans son secteur manufacturier. La décision du gou-

vernement canadien de remplacer l'Agence d'examen de l'investissement étranger par Investissement Canada, organisme chargé d'encourager les investissements, constitue une première étape. Au cours des prochains mois, divers colloques sur les investissements seront organisés au Japon pour informer les gens d'affaires japonais sur notre main-d'œuvre, sur notre infrastructure solidement établie et sur les possibilités d'accès au vaste et lucratif marché nord-américain.

Des défis de toutes sortes vont se présenter dans les années qui viennent. Les gouvernements canadien et japonais sont déterminés à restructurer ensemble leurs économies et à faire en sorte que le système commercial international reste ouvert. Mais l'intervention des gouvernements ne suffit pas. Les secteurs privés des deux côtés du Pacifique doivent tabler sur leurs relations pour trouver de nouveaux mécanismes propres à les resserrer dans les domaines du commerce, de la technologie et de l'investissement.

Une fiction devenue réalité



Le plus grand système de capteurs d'énergie solaire au Canada a été inauguré à l'usine de pâtes et papiers Maclaren de Masson (Québec). Des collecteurs solaires d'une surface totale de plus de 2 000 m² permettront de réaliser annuellement des économies d'énergie de l'ordre de 80 000 \$. Ce système, fiction devenue aujourd'hui réalité, constitue en quelque sorte une consécration de l'expertise canadienne en matière d'énergie solaire. Il devrait permettre au pays d'augmenter sensiblement ses exportations dans ce domaine. Le Canada n'est pas un pays particulièrement propice à l'utilisation de l'énergie solaire mais cette faiblesse fait désormais sa force car les résidents des pays plus ensoleillés se disent que si ce système est rentable ici, il le sera encore plus chez eux.